

Meine Frage betrifft die Rassendiskriminierung, die Sie in der Antwort auch erwähnen, Frau Bundesrätin: Teilen Sie meine Einschätzung?

Alles Weitere zum Thema können wir anschliessend bei der parlamentarischen Initiative Wobmann und noch zielführender in der Kommission bei der Behandlung der Volksinitiative diskutieren.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Sie haben noch zusätzliche Fragen oder Nachfragen gestellt. Ich konzentriere mich jetzt vielleicht darauf.

Sie haben gefragt, ob uns Fälle bekannt sind, bei denen eine Frau trotz Burka eine Einbürgerung oder eine Niederlassungsbewilligung erhalten hat. Bei den Einbürgerungsverfahren auf Stufe Bund sind bisher keine Frauen mit Ganzkörperverhüllung vorgekommen. Von daher kann ich Ihnen nicht sagen, ob sie verweigert worden wäre, weil eben noch gar keine solche Anfrage vorgekommen ist. Wir haben auch keine Kenntnis von Fällen, bei denen einer Frau wegen der Burka ein Ausweis B oder C erteilt oder verweigert wurde. Wir haben hier einfach keine Kenntnisse, denn dafür sind ja die Kantone zuständig.

Ich möchte aber immerhin noch auf etwas hinweisen. Das kommt jetzt in Ihrer Interpellation nicht vor, aber ich denke, es ist nicht unwichtig. Sie haben bei der Totalrevision des Bürgerrechtsgesetzes noch einen zusätzlichen Artikel, Artikel 8, eingefügt, "Förderung der Integration der Familienmitglieder". Das heisst, wenn jetzt ein Ehemann, dessen Frau eine Burka trägt, sich einbürgern lassen will, würde das auch für sein Gesuch mitberücksichtigt, dass hier unter Umständen die Forderung nach Integration eines Familienmitglieds eher nicht erfüllt ist. Wir sind der Meinung, dass hier auch die Familienangehörigen eine Pflicht haben, dafür zu sorgen, dass die Integration der Familienmitglieder funktioniert. Ich denke, das ist noch eine zusätzliche Überlegung, die neu mit dem revidierten Bürgerrechtsgesetz, das am 1. Januar 2018 in Kraft tritt, hinzukommt.

Zur Frage, die Sie gestellt haben, unter welchen Umständen eine Burkaträgerin überhaupt vermittlungsfähig sein könnte: Wir haben Ihnen die Frage nach dem allgemeinen Grundsatz beantwortet, wonach die Kleidung einer gegen Arbeitslosigkeit versicherten Person grundsätzlich kein Grund für eine Verweigerung von ALV-Leistungen ist. Das ist der allgemeine Grundsatz. Hingegen hängt natürlich die Vermittlungsunfähigkeit auch vom Willen ab, sich hier zu beteiligen oder zur Vermittlungsfähigkeit auch selber etwas beizutragen. Da wäre nicht vollständig ausgeschlossen, dass man sagt, das Tragen einer Burka werde auch als fehlender Wille ausgelegt, die eigene Vermittlungsfähigkeit zu erhöhen, um überhaupt eine Stelle finden zu können.

Ich denke, es ist klar, dass jemand, der konsequent eine Burka trägt, sich die Möglichkeiten der Vermittlung, die Möglichkeiten, eine Stelle zu finden, einschränkt – es wird unter Umständen massiv erschwert – und dass das dann eine Rückwirkung auf die Leistungen der Arbeitslosenversicherung hat. Theoretisch ist es aber natürlich möglich, dass ein Arbeitgeber eine Frau mit einer Ganzkörperverhüllung anstellt. Man kann nicht sagen, es bestehe per se eine Vermittlungsunfähigkeit, aber bei der Frage, ob eine Person zur Vermittlungsfähigkeit beitragen will, könnte die Burka schon ins Spiel kommen.

Sie haben noch eine Frage in Bezug auf Dienstleistungen gestellt. Wo beginnt die Diskriminierung, wo ist es die Freiheit eines jeden privaten Anbieters, eine Person zu bedienen oder nicht zu bedienen? Sie haben erwähnt, dass es für Restaurants gewisse Vorschriften gibt. Artikel 261bis StGB verbietet es einem Händler nicht, einer bestimmten Frau eine Leistung zu verweigern. Diese Bestimmung verbietet es hingegen, in einem Laden Personen einer bestimmten Ethnie, einer bestimmten Religion generell nicht zu bedienen. Da käme man eben in den Bereich der Diskriminierung, aber eine einzelne Person nicht zu bedienen, ihr eine Dienstleistung zu verweigern, ist im Rahmen der Wirtschaftsfreiheit heute möglich; das wäre auch gegenüber einer Burkaträgerin möglich.

14.467

Parlamentarische Initiative Wobmann Walter. Verbot der Verhüllung des eigenen Gesichts

Initiative parlementaire Wobmann Walter. Interdiction de se dissimuler le visage

Vorprüfung – Examen préalable

Nationalrat/Conseil national 27.09.16 (Vorprüfung – Examen préalable)

Ständerat/Conseil des Etats 09.03.17 (Vorprüfung – Examen préalable)

Antrag der Kommission
Der Initiative keine Folge geben

Antrag Minder
Der Initiative Folge geben

Proposition de la commission
Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition Minder
Donner suite à l'initiative

Präsident (Bischofberger Ivo, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten.

Cramer Robert (G, GE), pour la commission: Je dois vous dire que, étant donné qu'il s'agit d'un sujet dont on a eu l'occasion de discuter à plusieurs reprises, étant donné que vous avez reçu un rapport écrit, étant donné que les discussions en commission ont été extrêmement brèves, je ne pensais pas faire de grands développements.

Il s'avère que Monsieur Minder a déposé une proposition pour demander que l'on donne suite à cette initiative parlementaire; cela exigera que le débat soit un peu plus long. Permettez-moi à cet égard de regretter que notre collègue Minder, qui est membre de la commission, n'ait pas plutôt déposé une proposition en commission, ce qui aurait permis d'avoir un débat un peu plus organisé, et qu'il ait choisi la voie de la proposition individuelle plutôt que celle de la proposition de minorité.

Ceci dit, de quoi parlons-nous? Nous parlons d'une initiative parlementaire déposée par le conseiller national Wobmann, qui souhaite que l'on modifie la Constitution pour interdire que l'on puisse se dissimuler le visage sur la voie publique. Il s'agirait donc d'ouvrir la voie à une législation fédérale sur ce sujet.

A ce sujet, il faut d'abord observer que le phénomène dont nous parlons est extrêmement limité. Nous venons d'avoir un débat sur l'interpellation Caroni, et vous avez entendu que le Conseil fédéral, dans sa réponse, a affirmé que quand bien même on ne disposait pas de chiffres sur le nombre de femmes portant une bourka en Suisse – parce que je passe tout de suite aux faits: c'est bien de cela qu'on est en train de parler –, il est important de distinguer les touristes étrangères des femmes vivant en Suisse portant la bourka et le niqab et qu'en ce qui concerne "les résidentes suisses, de nationalité étrangère ou suisse, tout porte à croire que le nombre de femmes revêtant un voile intégral se situe à un niveau très faible". Donc on parle d'une petite chose, mais pour laquelle on veut modifier la Constitution fédérale.

A vrai dire, tout le monde ne veut pas modifier la Constitution fédérale, puisque lors du premier examen par notre commission, il a été décidé, par 10 voix contre 1 et 2 abstentions, de ne pas donner suite à cette initiative parlementaire. Le Conseil national propose d'y donner suite, du bout des lèvres,

par 88 voix contre 87 et 10 abstentions. Notre commission, par 7 voix contre 2, propose à nouveau de ne pas y donner suite.

Si nous vous proposons de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire, c'est parce qu'elle s'avère doublement inutile. Elle est tout d'abord inutile parce que nous ne sommes pas dans un désert juridique. Ce sont les cantons qui ont la compétence, aujourd'hui, de décider de ce que l'on peut faire ou ne pas faire sur la voie publique, que ce soit pour des raisons de sécurité ou pour d'autres raisons qui leur appartiennent. Il faut savoir que bon nombre de cantons ont utilisé leurs compétences pour légiférer en la matière. Par exemple, plusieurs cantons – dont celui que je représente – ont édicté des législations visant à prévenir le hooliganisme, en interdisant aux gens de se masquer le visage dans les stades de football, visant ainsi à prévenir des actes de violence dans les manifestations publiques, en interdisant aux personnes de se masquer le visage lorsqu'elles participent à des manifestations.

Voilà donc pour un type de législation qui existe dans notre pays. Il en existe d'autres: dans le canton de Genève, pendant très longtemps, il y avait une interdiction générale de se déguiser et le Conseil d'Etat donnait des autorisations particulières lorsqu'il y avait des manifestations pour lesquelles les gens souhaitaient se travestir, que ce soit pour le carnaval ou pour d'autres manifestations de ce type. D'autres cantons encore ont régi cette matière de façon un peu différente; on peut penser au canton du Tessin qui a décidé récemment de prendre des dispositions dont il sera intéressant de voir comment elles seront appliquées et de voir quels effets elles auront. Dans le même temps, certains cantons considèrent qu'il ne faut pas aller au-delà de ce qui existe déjà, à l'image du canton de Genève qui connaît un tourisme important en provenance du Moyen-Orient et qui n'a aucune envie de se priver de ces touristes en limitant leurs possibilités de se vêtir. Quoi qu'il en soit, nous sommes ici, au Conseil des Etats, dans une chambre qui devrait être sensible au fédéralisme, et il n'y a pas de véritable raison de revenir sur la situation actuelle qui permet à chaque canton de légiférer comme il l'entend en la matière.

La deuxième raison qui a amené la commission à ne pas donner suite à cette initiative parlementaire, c'est qu'actuellement il y a une initiative populaire qui a été lancée. Nous sommes dans une situation où les signatures sont en train d'être récoltées. Si cette initiative devait ne pas aboutir, ce serait un signe. En effet, ce serait le signe, à vrai dire, qu'il n'y a pas un très grand engouement de la part de la population pour signer ce genre d'initiative ni pour qu'elle soit soumise au vote. Si cette initiative devait aboutir, quel que soit le préavis que pourrait donner le Conseil fédéral ou l'Assemblée fédérale, elle serait soumise à un vote populaire, lequel permettrait de savoir si la proposition faite par Monsieur Wobmann est acceptée par le peuple et les cantons ou si elle est refusée.

Quoi qu'il en soit, il ne nous semble pas adéquat, vu le fonctionnement de nos institutions, alors même qu'une initiative populaire est lancée, que le Parlement s'empare de cette question et court-circuite, dans une certaine mesure, nos mécanismes institutionnels.

Voilà les deux raisons pour lesquelles notre commission vous propose, à une très large majorité, de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire Wobmann Walter.

Minder Thomas (V, SH): Warum haben Frankreich, Holland, Belgien, Italien und 15 andere Länder oder Regionen ein Burkaverbot erlassen? Warum kennen sogar fünf islamische Staaten, darunter Marokko, ein Verschleierungs- oder Verhüllungsverbot? Warum hat die Tessiner Bevölkerung mit 65 Prozent Zustimmung ebenfalls ein Verbot zugestimmt? Ganz einfach: Die Bevölkerung fühlt sich unwohl, wenn Personen sich verhüllen. Wenn wir dieser parlamentarischen Initiative zustimmen, so ist das also noch kein historisches Urteil, und es wird es auch kaum in die Al-Jazeera-News schaffen.

Mir hat ein Besitzer eines Schweizer Hotels gesagt, er habe einen Grundsatzentscheid treffen müssen. Wolle er ab und

zu Gäste, die sich verhüllen, bei sich im Restaurant? Oder wolle er unverhüllte Stammgäste in seinem Lokal? Er hat sich für Letzteres entschieden. Stammgäste in seinem Restaurant würden sich bei der Anwesenheit von verhüllten Frauen nicht mehr wohlfühlen, lautete die Begründung. Die Mehrheit der Bürgerinnen und Bürger denkt genau gleich. Sie fühlen sich in der Nähe von verhüllten Personen nicht mehr wohl. Und genau wie dieser Hotelier müssen wir uns die Frage stellen, wen wir bevorzugen und auf wen wir unsere Politik ausrichten. Auf verhüllte Burkaträgerinnen oder doch eher auf unsere Schweizer Bürgerinnen und Bürger? Gelangt die Initiative einst vors Volk, so wird diese mit einem grossen und klaren Mehr angenommen. 2009 stimmten 57 Prozent der Minarett-Initiative zu. Bei der Burka-Initiative wird der Ja-Anteil wahrscheinlich noch höher sein.

Ich bin froh, dass wir uns für einmal bei einer Vorlage im internationalen und völkerrechtlichen Kontext nicht über Menschenrechte bzw. ihre mögliche Verletzung Sorgen machen müssen. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat die Beschwerde einer französischen Muslimin abgewiesen, die sich beschwerte, ihre Burka nicht öffentlich tragen zu dürfen. Das Niqab- oder Burkaverbot in der Öffentlichkeit verletzt weder die Religions- noch die Meinungsfreiheit und ist auch nicht diskriminierend.

Was wir in Bundesbern oftmals vergessen, ist das Lesen zwischen den Zeilen. Bei der Minarett-Initiative ging es nicht um die vier Türme, sondern um die fortschreitende Islamisierung. Und um genau das Gleiche geht es bei der Burka-Initiative. Auch hier geht es nicht nur um die vereinzelt Niqab- oder Burkaträgerinnen, sondern um die stark zunehmende Islamisierung. Nebst dem Tragen der Burka wird sie von Sonderforderungen wie der Dispensation vom Schwimmunterricht, der Verweigerung des Händedrucks, der offenen Verteilung des Korans oder der Lies-Bücher, der Finanzierung von Moscheen aus dubiosen ausländischen Quellen, Hasspredigten in Moscheen wie zum Beispiel der An-Nur-Moschee in Winterthur begleitet. Das werden die Gründe sein, warum auch diese Initiative dereinst vor dem Volk obsiegen wird. Weil die Islamisierung in den letzten Jahren stark zugenommen hat, wird diese Initiative die 57 Prozent Zustimmung zur Minarett-Initiative noch toppen.

Ähnliche Überlegungen haben in diversen anderen Ländern zum Burkaverbot geführt. Die Islamisierung ist in diesen Ländern weiter fortgeschritten als bei uns. Frankreich und Belgien nehmen diese Bewegung und Entwicklung vorweg. Und es ist daher nicht überraschend, zumindest nicht für mich, dass gerade in diesen Ländern der IS am meisten wütet. In all diesen Ländern brauchte es keine Volksabstimmung für ein Verbot, es genügte ein Parlamentsentscheid, und genau das ist die Idee dieser parlamentarischen Initiative. Dies ist eine Feststellung an all jene, welche finden, wir hätten zu viele Volksinitiativen, und insbesondere an all jene, welche finden, es seien in den letzten Jahren zu viele Volksinitiativen angenommen worden. Das Volk spürt sehr gut, wohin die Reise geht. Dies betrifft nicht nur die verhüllten Touristinnen. Ich glaube, jene sind sogar sekundär und in der Zürcher Bahnhofstrasse oder in Genf als Kundinnen gar beliebt. Es betrifft insbesondere die in der Schweiz lebenden Burkaträgerinnen. Genau dieses Unwohlsein sollten wir ernst nehmen. Minarett und die komplette Gesichtsverschleierung der Frau sind geradezu Symbole für ein anderes gesellschaftliches Modell, für andere Gesellschaftswerte. Sie stehen unserer christlich-abendländischen Kultur und Gesellschaftsordnung diametral gegenüber.

Aus diesen Überlegungen heraus bitte ich darum, der parlamentarischen Initiative Folge zu geben, wie dies auch der Nationalrat getan hat.

Stöckli Hans (S, BE): Ich bin über den Einzelantrag von Herrn Minder hier und jetzt schon etwas erstaunt. Er ermöglicht allerdings die Debatte. Es gibt, wie der Kommissionsprecher ausgeführt hat, zwei Hauptgründe, welche die satte Mehrheit der SPK-SR zu ihrem Entscheid geführt haben – ein Entscheid, der an die früheren Entscheide in der gleichen Sache anknüpft.

Auf der einen Seite ist da die formelle Fragestellung. Wir haben den Antrag von Herrn Wobmann, Artikel 57 der Bundesverfassung um einen Absatz 3 zum Thema Sicherheit zu ergänzen. Man solle das Verhüllungsverbot unter dem Stichwort Sicherheit einführen, um das Sicherheitsgefühl in der Bevölkerung entsprechend zu bewahren und so eine Lösung auf Bundesebene zu finden, obwohl in diesem Bereich die Kantone für die Legiferierung zuständig sind und obwohl die Kantone von eben dieser Kompetenz auch Gebrauch gemacht haben. Beispielsweise gilt im Kanton Bern das Verhüllungsverbot, und die Polizei muss es durchsetzen. Die Frage betrifft nicht die gesetzliche Grundlage, sondern die Frage ist, wie man diesen Aspekt durchsetzen kann. Auch der Kanton Tessin hat in seiner Art und Weise eine Regelung getroffen.

Jetzt kommt aber noch dazu, dass die Volksinitiative des Egerkinger Komitees läuft. Es hat noch bis zum 17. September Zeit, um Unterschriften zu sammeln. Herr Wobmann hat mir soeben gesagt, dass sie bereits bei 70 000 Unterschriften sind. Es ist also davon auszugehen, dass diese Initiative uns dann zur Beratung übertragen wird. Das Problem ist nur, Kollege Minder, dass diese Initiative sich nicht auf Artikel 57 der Bundesverfassung stützt, sondern auf Artikel 10. Wenn man überhaupt darüber diskutieren will, ist Artikel 10 wahrscheinlich der richtige Ort, denn dort geht es auch um die Aspekte Recht auf Leben und Recht auf persönliche Freiheit. Wenn wir nun dieser parlamentarischen Initiative Folge geben würden, dann würde auf der einen Seite die Maschinerie im Parlamentsbetrieb in Gang gesetzt werden, und wenn diese Volksinitiative eingereicht würde, würde auf der anderen Seite der Bundesrat aktiv werden. Man hat mir noch keinen konkreten Fall gezeigt, bei dem wegen einer solchen Kleidung echte Sicherheitsprobleme entstanden wären. Ist es wirklich sinnvoll, die Gesetzgebung parallel an die Hand zu nehmen? Ich bin überzeugt, dass das Projekt in der SPK-SR oder dann in der SPK-NR eingestellt wird, bis mit Artikel 10 die andere, wenn schon, richtige Lösung vorliegt, wie auch der Sprecher im Nationalrat, Herr Kurt Fluri, gesagt hat. Das ist die formelle Geschichte.

Zur materiellen Seite: Die Diskussion, Kollege Caroni, hat ergeben, dass eigentlich keine echten Probleme vorhanden sind. Die Einbürgerungs- und die Ausländergesetzgebung haben diesem Aspekt bereits Rechnung getragen. Beispielsweise ist im Kontakt der Verwaltung mit verhüllten Personen klar, dass es keine Pässe gibt, ohne dass die betroffenen Beamtinnen und Beamten die Augen der Leute gesehen hätten. Die konkrete Regelung ist in der Bevölkerung entsprechend akzeptiert worden.

Auch was den Tourismus anbelangt – das haben Sie selbst gesagt, Herr Minder –, kann der Hotelier entscheiden, ob er Leute, welche Kleider tragen, die bei uns nicht gut ankommen, will oder ob er sie nicht will. Auch ich würde übrigens eine solche Kleidung nie im Leben tragen.

Das Problem ist nur, dass sich die Präsenz von Menschen aus diesen Ländern in unserem Land im Verlaufe der letzten zehn Jahre verdoppelt hat; ich habe Zahlen, die doch interessant sind: Wenn ein Franzose in der Schweiz pro Tag 140 Franken ausgibt, ein Deutscher 160, ein US-Amerikaner 220, ein Inder 240, dann geben Leute aus Saudi-Arabien und aus den Vereinigten Arabischen Emiraten 430 Franken pro Tag aus. Wenn Sie in Tourismusgebieten, in denen die Problematik der Burka im Alltag gemanagt wird, entscheiden müssen, ob Sie diese Leute wollen oder nicht, ist das eben entscheidend, sodass wir nicht föderalistische Probleme durch den Bundesgesetzgeber regeln sollten. Selbstverständlich ist die radikale Islamisierung ein Problem. Ich bin aber nicht überzeugt, dass die Lösung dieses Problems darin besteht, in der Bundesverfassung in Artikel 57 unter dem Aspekt der Sicherheit eine zusätzliche Bestimmung einzuführen.

Ich bin klar der Meinung, dass wir dieser parlamentarischen Initiative keine Folge geben sollten.

Abate Fabio (RL, TI): Es ist fast alles gesagt worden. Ich möchte die Debatte nicht verlängern, ein paar Worte institutioneller Natur sind aber zur Ablehnung dieser Initiative nötig. Die Kompetenz in den Bereichen Staat und Religion sowie

Sicherheit obliegt den Kantonen. Der Kanton Tessin hat im Rahmen dieser Zuständigkeit die eigene Verfassung geändert. Heute haben wir auch ein Anwendungsgesetz. Ich persönlich habe Mühe, ein überwiegendes öffentliches Interesse zu erkennen, das es erlauben würde zu rechtfertigen, warum in die Bundesverfassung eingefügt werden muss, wie man sich anziehen soll. Die Debatte ist aber offen.

Ich habe noch eine kleine Bemerkung. In der Kommissionsdebatte und auch in den letzten Tagen hat man als Argument den Schutz der Frauen erwähnt. Wie viele Gelegenheiten haben der Initiant und diejenigen, die diese Initiative unterstützen, in den letzten zehn, fünfzehn Jahren in diesem Haus verpasst, um zu zeigen, wie Frauen effektiv und kohärent gefördert und geschützt werden könnten? Wir werden auch in Zukunft über Vorlagen debattieren – vielleicht zum Vaterschaftsurlaub, zur Revision des Obligationenrechts, zum Gesellschaftsrecht –, die die Frauen angehen. Ich beurteile diese Vorlagen jetzt nicht materiell. Ich bin, bei vollem Respekt vor unterschiedlichen Meinungen, gespannt, wie diese Kollegen sich positionieren werden. Wie viele Frauen ohne verschleierte Gesicht haben in diesem Land kein Äusserungsrecht, keine Möglichkeit, mit dem Lehrer ihrer eigenen Kinder über deren Probleme zu sprechen und sie zu lösen? Hier geht es um Schweizer Frauen, Schweizer Familien. Das sind die Prioritäten und die echten Probleme dieses Landes. Die Frauen sollten respektiert und nicht instrumentalisiert werden.

Ich bitte Sie, der Initiative keine Folge zu geben.

Lombardi Filippo (C, TI): Vengo dallo stesso cantone del collega Abate ma arrivo ad una conclusione diversa della sua.

Ich habe mich in der Kommission dafür ausgesprochen, dieser Initiative Folge zu geben, habe dann aber nicht das Bedürfnis gehabt, einen Minderheitsantrag zu stellen. Wir sind jetzt mit dem Einzelantrag Minder konfrontiert und müssen hier im Plenum unsere Überlegungen einbringen. Ich habe in der Kommission aus vier Gründen empfohlen, dieser Initiative Folge zu geben:

1. Als Vertreter eines Kantons, der mit Zweidrittelmehrheit einer Verfassungsänderung zugestimmt hat, fühle ich mich natürlich irgendwie verpflichtet, diese Frage unter einem Gesichtspunkt zu betrachten, der vielleicht anders ist als derjenige von Kollegen aus anderen Kantonen. Die Erfahrungen des Kantons Tessin nach der Zustimmung zur kantonalen Volksinitiative sind durchaus positiv. Die Umsetzung macht anscheinend keine Probleme. Das Tessin ist auch ein Touristenkanton und hat keinerlei negative Folgen erleben müssen. Die Zahlen, die Kollege Stöckli zitiert hat, entsprechen auch ungefähr den Erfahrungen des Tessins, aber aus den erwähnten Ländern war kein einziger Tourist weniger zu registrieren. In dem Sinne kann ich mir als Vertreter des Tessins vorstellen, dass eine solche Regelung auch auf Bundesebene kein Störfaktor für unseren Tourismus wäre.

2. Herr Kollege Stöckli hat es gesagt: Die Volksinitiative wird zustande kommen, und wir werden dann eine Volksabstimmung haben. Ich verstehe die Argumente der Kommissionmehrheit, allerdings habe ich eine andere Sicht. Eine Volksabstimmung kann durchaus mit einer gewissen Hexenjagd verbunden sein, und diese möchte ich entschärfen, indem wir uns über diese Frage beugen und die Frage vielleicht im Parlament selber lösen, ohne eine Konfrontation mit dem Volk zu riskieren, deren Ergebnis vielleicht schon in Richtung der Argumentation von Kollege Minder gehen würde. Deshalb möchte ich eine Volksabstimmung verhindern.

3. Das nächste Argument – Sie dürfen lächeln – bezieht sich auf die Begründung von Nationalrat Wobmann. Ich lese darin und nehme das mit Genugtuung zur Kenntnis, dass er interessanterweise einen Entscheid des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte unterstützt. Ich gehe davon aus, dass Herr Nationalrat Wobmann in späteren Phasen und Diskussionen mit uns den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte natürlich verteidigen wird. Das nehme ich auf, seine Begründung leuchtet mir ein: Dieser Gerichtshof ist etwas Würdiges, wir wollen uns auf seine Entscheidungen denn auch stützen.

4. Ich komme zum letzten und entscheidenden Argument. Ich werde dem Folgegeboten zustimmen, weil der Vorstoss eben kein Burkaverbot verlangt. Dem Wortlaut ist nämlich zu entnehmen, dass es um ein "Verbot der Verhüllung des eigenen Gesichts" in öffentlich zugänglichen Räumen geht. Die Medien und vielleicht auch einige Kollegen in diesem Hause werden immer von einem Burkaverbot sprechen. Doch das ist meines Erachtens nicht das Problem. Ich finde es korrekt, wenn wir von einem Verhüllungs- oder Vermummungsverbot sprechen, weil das aus Sicherheitsgründen Sinn macht. Sicherheit ist untrennbar. Sie ist zwar eine kantonale Angelegenheit, doch mit der heutigen Mobilität ist sie ein Problem, das durchaus auf nationaler Ebene gelöst werden kann. Es ist zudem auch eine gesellschaftspolitische Frage.

Als Präsident eines Sportvereins habe ich selber erleben können, dass man im Zusammenhang mit Sicherheitsfragen manchmal mit der Situation konfrontiert ist, dass sich Leute verhüllen. Doch Hooliganismus, wie man das nennen kann, beschränkt sich nicht nur auf Sportveranstaltungen, sondern betrifft auch andere Veranstaltungen und Ereignisse in diesem Land. Wenn man dies nun schweizweit bekämpfen kann und will, ist das für alle Kantone von Vorteil. Wir wissen, dass der Hooliganismus keine kantonalen Grenzen kennt, auch keine nationalen Grenzen, notabene. Das ist eine Form von Tourismus. Ich weiss nicht, wie viele Franken die Hooligans, die aus Deutschland kommen, in der Schweiz ausgeben, aber es ist auch eine Art Tourismus. Wenn es für alle klar ist, dass in der Schweiz schon die Verhüllung strafbar ist, werden wir diesen Hooligantourismus vielleicht ein wenig eindämmen können. Das finde ich als Argument schon interessant.

Was die gesellschaftspolitische Seite anbelangt, finde ich es interessant, dass wir sagen: In unserer Gesellschaft ist das offene Gesicht ein wichtiger Bestandteil unseres Zusammenlebens. Diesen wollen wir schützen und retten, und wir schätzen ihn enorm als Bestandteil unserer Gesellschaftspolitik.

Aus diesen Gründen und nicht aus irgendwelchen religiösen Gründen möchte ich ein Verbot der Verhüllung des eigenen Gesichts unterstützen. Ich werde deswegen für diese Initiative stimmen.

Caroni Andrea (RL, AR): Ich bitte Sie auch, dieser parlamentarischen Initiative keine Folge zu geben. Die Hauptgründe dagegen wurden mehrfach genannt, vor allem der Föderalismus. Dann möchte ich noch die grundsätzliche persönliche Freiheit erwähnen, die auch erwähnt wurde: Wir dürfen uns in diesem Land, wenn es nicht höhere Gründe dagegen gibt, so kleiden, wie wir möchten. Und schliesslich erwähne ich den Aspekt, dass sehr vieles an sehr vielen Orten, wo wirklich etwas brennen könnte, geregelt ist, seien es die Vermummungsverbote, sei es, Kollege Minder, das Schwimmblogatorium, das gemäss Bundesgericht gilt.

Es gibt viele weitere Punkte, aber auf ein paar explizite Äusserungen der beiden Befürworter möchte ich noch kurz eingehen. Zum einen hat Kollege Minder gesagt, er fühle sich unwohl beim Anblick einer Burka. Das kann ich nachvollziehen, weil es mir ähnlich geht. Aber Unwohlsein beim Anblick einer anderen Person ist für mich in einer freiheitlichen Gesellschaft noch keine Legitimation für staatliche Verbote. Ich habe mich auch noch gefragt, wie unwohl, Kollege Minder, Ihnen wohl war, dass Sie sich für Ihre Argumentation auf 15 ausländische Rechtsordnungen und sogar noch den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) stützen mussten.

Gleich noch zum EGMR, der auch von Kollege Lombardi erwähnt wurde: Der EGMR sagt nicht, man solle aus menschenrechtlichen Gründen ein solches Verbot einführen. Der EGMR tat sich sehr schwer mit seiner Meinungsbildung und sagt, er sehe keine Sicherheitsgründe, er sehe sowieso fast keine Gründe, aber im Sinne der nationalen Souveränität, wenn ein Land im Interesse des Zusammenlebens das so regeln wolle, solle es das halt tun. Nur das sagt der EGMR. Er lässt es zu. Wir haben es ja auch zugelassen in diesem Parlament.

Das führt mich zum nächsten Punkt. Wenn ein Kanton das tun will, ist der Tessin das schönste Beispiel, dass es geht und dass er es tun kann. Da kann ich Ihr Argument, Kollege Lombardi, nicht ganz nachvollziehen, wenn Sie sagen, Sie seien eben ein Vertreter dieses Kantons und darum müssten Sie jetzt hier unter dieser Kuppel ein nationales Verbot vertreten. Ich kann Ihnen hier aus Appenzeller Sicht Folgendes erwidern: Wir hatten ein gegenteiliges Kleiderproblem im Appenzellerland und haben dazu einschlägige Verbote erlassen. Die Innerrhoder haben ein explizites Nacktwanderverbot, wir haben ein implizites, und ich glaube sogar behaupten zu dürfen, dass es in diesem Land mehr Nacktwanderer als Burkaträgerinnen gibt; dann gibt es noch die kombinierten. Aber wir Appenzeller haben deswegen in diesem Haus jetzt nicht ein nationales Nacktwanderverbot verlangt. Das gibt es bis heute zu Recht nicht.

Dann vielleicht noch mit einer etwas ernsthafteren Note zum Stichwort Islamisierung, das steht ja hinter dem Ganzen, und ich danke Kollege Minder für seine erfrischende Offenheit, denn oft wird das abgestritten. Es heisst dann, es gehe um Chaoten und Krawallanten, aber Kollege Minder hat es auf den Punkt gebracht, es geht um die Angst vor der Islamisierung.

Ich bin auch der Meinung, dass man die Hand geben soll, wenn es Händedruckregeln gibt. Wenn die Schule baden geht – im wörtlichen Sinne, nicht im bildlichen –, dann soll man baden gehen. Man soll aber die Religionsfrage auch nicht künstlich mit Symbolpolitik anheizen. Genau dahin führt sonst eine solche Initiative. Sie haben ja selber eingeräumt, dass es Ihnen nicht um die konkreten Trägerinnen geht, sondern um das Zeichen, das man setzt.

Ich habe das Gefühl, wir seien hier bezüglich dieses Kleidungsstücks, das wir nicht kennen, zu steif. Ich hatte jüngst das Vergnügen, in Dubai zu weilen. Dort habe ich zu meinem eigenen Erstaunen gesehen, dass gefühlt ungefähr ein Drittel der Frauen einen Niqab trug und die anderen zwei Drittel mehr oder weniger im Bikini herumliefen. Das lief völlig entspannt nebeneinander ab. Wenn man eine Weile in diesem Umfeld ist, fällt einem das gar nicht mehr auf. Ich empfinde den Anblick einer Burka in der Schweiz dennoch nach wie vor als unangenehm. Ich rücke jedoch etwas davon ab, das automatisch mit einer islamistischen Kampfansage zu verbinden. Gewisse Leute tragen das, andere nicht. Bei uns ist es ungewohnt und unangenehm, aber auch nicht mehr. Für den Fall, dass jemand dazu gezwungen wird – das soll in der Verfassung verboten werden –, verweise ich auf das Strafgesetzbuch. Das ist heute schon verboten.

Zuallerletzt noch ein Satz zu Kollege Minder: Sie haben gesagt, man solle Gesetze machen, dann müssten Sie nicht solche Volksinitiativen lancieren. Die Volksinitiative, das erleben wir ja heute live, wurde lanciert, bevor dieser Prozess abgeschlossen ist. Die Schuld liegt daher nicht beim Parlament, sondern es handelt sich um ein Kommunikations- und Politikvehikel. Dazu kann man stehen.

Ich bitte Sie, der Initiative keine Folge zu geben.

Präsident (Bischofberger Ivo, Präsident): Für den Entscheid im Kanton Appenzell Innerrhoden gab es auch noch ein ästhetisches Kriterium. (*Heiterkeit*)

Luginbühl Werner (BD, BE): Erlauben Sie mir zwei Vorbemerkungen: Ich möchte mich vorab gegen Vermummungsversuche von parlamentarischen Initiativen und Volksinitiativen aussprechen. Man spricht hier von einem Vermummungsverbot, aber allen ist eigentlich klar, dass wir von einem Burkaverbot sprechen. In der Volksabstimmung wird kein Mensch mehr von einem Vermummungsverbot sprechen, wir werden nur noch das Wort "Burkaverbot" hören. Deshalb ist es wichtig, dass wir die ganze Diskussion auch unter diesem Titel führen.

Zweite Vorbemerkung: Über ein eigentliches Vermummungsverbot haben wir hier nach Demos und verschiedenen gewalttätigen Spaziergängen vor allem in der Stadt Bern schon mehrfach diskutiert. Wir haben es immer abgelehnt, auch ich habe es abgelehnt, weil es in der kantonalen Zuständigkeit liegt. Der Kanton Bern verfügt über ein solches Verbot,

der Kanton Appenzell Ausserrhoden braucht vielleicht keines. Das sollen die Kantone entscheiden. Sollte es aber in der Schweiz einmal in Richtung flächendeckendere Burkaverbote gehen, bin auch ich klar der Meinung, dass wir von der kantonalen Zuständigkeit definitiv wegkommen sollten. Heute mag es mit einem Kanton, dem Südkanton Tessin, vielleicht noch gehen. Stellen wir uns aber vor, das Burkaverbot wäre in 13 Kantonen eingeführt, und ungefähr gleich viele Kantone hätten es nicht eingeführt – und dies bei uns in einem Tourismusland! Das kann ich mir nicht vorstellen, das wäre schlimmer als das Hundegesetz, aufgrund dessen man das Gesetz konsultieren muss, wenn man eine Kantongrenze überschreitet und mehr als zwei Hunde dabei hat.

Es gibt durchaus eine ganze Reihe von Gründen, die für ein Burkaverbot sprechen. So sagt die Präsidentin des Forums für einen fortschrittlichen Islam, Saïda Keller-Messahli, in einem Interview mit der Zeitschrift "Schweizer Gemeinde", arabische Frauen seien froh um das Verhüllungsverbot im Tessin, es gebe Freiheit zurück. Mag sein. Hingegen stimme ich dem Präsidenten des Schweizerischen Evangelischen Kirchenbundes, Gottfried Locher, vollständig zu, wenn er sagt, wer sich in der Öffentlichkeit bewege, solle über eine Identität verfügen. Wenn jemandem das Gesicht geraubt werde, werde dieser Person die Identität geraubt, und dadurch werde sie diskriminiert. Eine solche Diskriminierung würde eigentlich klar für ein Verbot der Verhüllung sprechen.

Wir wissen, dass es im Islam verschiedene Strömungen gibt. Ganz sicher schreibt der Koran die Verschleierung nicht vor. Entsprechend wird die Praxis der Verschleierung in den verschiedenen Ländern, in den verschiedenen Religions- und Volksgruppen unterschiedlich gehandhabt. Eins ist aber sicher: Dort, wo die Islamisten herrschen, werden die strengsten Kleidervorschriften durchgesetzt und die Frauen am stärksten diskriminiert. Auch diese Tatsache würde eigentlich für ein Verbot sprechen. Ich glaube nämlich nicht daran, dass man Fundamentalisten mit Toleranz begegnen kann.

Wenn ich trotz dieser gewichtigen Argumente gegen ein Burkaverbot bin, dann einfach deshalb, weil ich mir nicht vorstellen kann und will, dass ein liberales Land Kleidervorschriften in die Verfassung schreibt und sich damit auf die Stufe von Saudi-Arabien begibt. Ich glaube zudem, dass es ganz sicher keine Verfassungsänderung braucht, um ein Problem zu lösen, das eigentlich in der Schweiz nicht existiert. Ausser Touristinnen und ein paar ultrareligiösen Konvertitinnen trägt in der Schweiz kaum eine Muslimin einen Schleier. Ich bin auch gegen ein Verbot, weil wir damit in der Schweiz etwas regeln, was wir in der Schweiz nicht regeln können. Ich glaube nämlich nicht daran, dass ein einziger Muslim zu seiner Frau sagt: "Komm, die Schweizer haben jetzt ein Verhüllungsverbot, du trägst zwar normalerweise eine Burka, wir gehen jetzt aber trotzdem hin." Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, Kitzbühel ist auch ganz hübsch. Im Jahre 2005 gab es in Interlaken 5500 Übernachtungen aus dem arabischen Raum, im Jahre 2016 waren es 125 000, also von 5000 auf 125 000 in gut zehn Jahren. Niemand bleibt länger, niemand gibt mehr Geld aus, und niemand sonst freut sich am Regen. Wenn wir mit einem Verbot in der Schweiz wirklich eine Verbesserung der Situation der Frauen erreichen könnten, wäre ich bereit, den Preis zu bezahlen. Das ist aber nicht der Fall, ich gehe davon aus, dass einfach ausgewichen würde.

Die Kommission lehnt es angesichts der Volksinitiative ab, die Diskussion doppelt zu führen, und führt vor allem formelle Gründe an. Das kann man so sehen, persönlich komme ich aber zu einem anderen Schluss. Was haben wir in den letzten Jahren für Erfahrungen gemacht? Wir haben die Erfahrung gemacht, dass, wenn es ein bewirtschaftbares Unbehagen gibt, wenn es in der Bevölkerung Ängste gibt und man diese in der Politik nicht rechtzeitig aufnimmt, man später gezwungen ist, radikale Lösungen umzusetzen. Ich erinnere an die Zweitwohnungs-Initiative, ich erinnere an die Einwanderungs-Initiative, ich erinnere an die Minarett-Initiative.

Dieses Thema hier ist bewirtschaftbar, und der Wille, es zu bewirtschaften, ist hoch. Ängste sind in der Bevölkerung vorhanden – das ist auch nachvollziehbar und verständlich. Eine

entsprechende Volksinitiative hat allergrösste Chancen, angenommen zu werden. Ich bin daher in diesem Dilemma, in dem wir heute schon stecken, der Meinung, dass wir uns auf den Weg der parlamentarischen Initiative machen sollten: Erstens wäre eine Umsetzung auf Gesetzesstufe machbar, auch wenn die parlamentarische Initiative streng genommen verlangt, dass Verfassung und Gesetz geändert werden; das kann der Rat anpassen und nur eine Änderung auf Gesetzesstufe vorsehen. Zweitens wären praktikable Lösungen denkbar, welche das Problem massvoll aufnehmen, beispielsweise Enthüllungspflicht bei Behördengängen und in der Schule, beispielsweise nicht "im öffentlichen Raum", sondern "in öffentlichen Räumen" keine Verhüllung usw. Drittens könnte man Zeit gewinnen und im Abstimmungskampf wohl bereits eine Lösung präsentieren.

Ich komme daher zum Schluss, dass die parlamentarische Initiative das kleinere Übel wäre.

Fetz Anita (S, BS): Ich bin dezidiert gegen die Verschleierung von Frauen. Die Verschleierung ist kein Gebot des Korans oder der Sunna. Das sagen nicht nur Islamwissenschaftler, sondern auch meine muslimischen Kolleginnen, die ich zum Thema befragt habe und die mir echt Interessantes mitgeteilt haben: Weder die Burka noch der Niqab sind traditionelle islamische Frauenkleider. Erst im 19. Jahrhundert, unter dem reaktionären Sultan Abdul Hamid II., wurde ausgehend von Konstantinopel die Geschlechterapartheid im Islam gefordert und verbreitet. Dennoch, nur in wenigen Gebieten der muslimischen Welt wird die Ganzkörperverschleierung praktiziert, das sollten wir nicht vergessen. Die Mehrheit der Muslimes lebt ohne Verschleierung. Auch im Islam sind es Extremisten, vor allem Salafisten, welche den Frauen die Verschleierung aufzwingen. Populär wurde das vor allem nach der islamischen Revolution in Iran unter Khomeini und nach der Eroberung Afghanistans durch die Taliban, übrigens unter gütiger Mithilfe der USA – so viel Erinnerung muss sein. Damals wurde die Verschleierung verordnet und als Symbol gegen die westliche Kultur eingesetzt, natürlich als politisches Signal.

Auch das Christentum und das Judentum kennen fundamentalistische und orthodoxe Strömungen, welche die Minderwertigkeit der Frauen postulieren – da sollten wir uns keinerlei Illusionen machen. Zur Erinnerung: Auch im Westen hat die Verschleierung von Frauen eine lange und wechselvolle Tradition. Ein Beispiel aus meinem Kanton: Im protestantischen Basel des 17. und 18. Jahrhunderts gehörte es sich für eine sogenannte anständige Frau, dass sie das Haus nicht unverschleiert verliess. Natürlich ist das jetzt ein bisschen her, aber auch in unserer Kultur hat es solche Sachen gegeben.

Es geht also wie gesagt nicht um Religion, es geht um die Kontrolle der Frauen, um ihr Verschwinden aus der Öffentlichkeit. Deshalb bin ich gegen die Verschleierung. Sie steckt Frauen in ein Stoffgefängnis und schneidet sie damit von der öffentlichen Kommunikation ab. Das ist nämlich der Sinn der Übung. Übrigens gilt das nicht für das Kopftuch, denn dieses lässt die Identität der Trägerin erkennen. Ich bin überzeugt: Zu einer offenen Zivilgesellschaft gehört, dass sich Menschen "face to face" begegnen. Darum bin ich dezidiert gegen die Verschleierung.

Dennoch werde ich der parlamentarischen Initiative keine Folge geben. Warum? Das Problem existiert in der Schweiz kaum. Wir haben abgesehen von den Luxustouristinnen aus arabischen Ländern kaum Burkaträgerinnen. Ich wohne seit dreissig Jahren in Kleinbasel, wo viele Muslime leben. In dieser Zeit, in diesen dreissig Jahren habe ich vielleicht eine oder zwei Burkaträgerinnen live gesehen. Das mag vielleicht an der Zürcher Bahnhofstrasse, in Genf oder in Interlaken anders sein. Dann sollen jene Kantone ein Burkaverbot verordnen, die es betrifft, so, wie dies das Tessin gemacht hat.

Diese Burkadebatte von rechts ist in Bezug auf die Gleichberechtigung der Frauen scheinheilig und verlogen. Sie ist nichts anderes als Symbolpolitik. Es sind die gleichen Kreise, die in der Schweiz gegen ein modernes Ehe- und Familienrecht angetreten sind und vor nicht allzu langer Zeit das Abtreibungsverbot wieder einführen wollten – nicht wahr, Kol-

lege Föhn? Es ist ebenso durchsichtig wie sonnenklar: Der Initiant will nicht ein Problem lösen – es gibt ja praktisch keine Burkaträgerinnen in der Schweiz –, sondern einen Kulturkampf um Symbole lancieren. Da kann ich nicht mitmachen, auch nicht als dezidierte Burkagegnerin.

Wenn die Bevölkerung dann dereinst die Volksinitiative annimmt – davon gehe ich aus –, na ja, dann sage ich: "so what?" Es gibt Zeiten in der Geschichte, in denen man gewisse Sachen nicht verhindern kann, auch nicht die Bewirtschaftung von Ängsten, ich muss sogar sagen: die dümmliche Bewirtschaftung von Ängsten. Das wird nicht besser, wenn man jetzt der parlamentarischen Initiative Folge gibt. Dann ist mir lieber, dass die Bevölkerung entscheidet. Wenn sie sagt, sie wolle ein Burkaverbot – "so what?". Dass sich damit irgendwelche Probleme mit dem radikalen Islam lösen lassen, ist eine Illusion, das wird nicht der Fall sein. Diese Probleme werden wir anders lösen müssen.

Keller-Sutter Karin (RL, SG): Ich gebe zu, ich tue mich etwas schwer mit dieser parlamentarischen Initiative und mit dem Entscheid, wie mit dieser umzugehen ist. Ich habe den Eindruck, dass solche Diskussionen in diesem Rat teilweise recht schwierig sind. Denn die Wahrnehmung in der Öffentlichkeit, während wir in unserer Diskussion etwas aus formellen Gründen ablehnen, ist teils eben anders. Ich erinnere an die Motion Föhn 13.3520 für ein nationales Vermummungsverbot. Wir haben sie damals hier diskutiert und dann gesagt: Wir lehnen sie aus formellen Gründen ab, weil die Kantone zuständig sind. Ich glaube, es waren hier alle für ein Vermummungsverbot, aber in den Medien hiess es dann: Ständerat gegen Vermummungsverbot! Oder nehmen wir das Beispiel von letzter Woche: Da haben wir darüber diskutiert, ob wir für Gewalt und Drohungen gegen Behörden und Beamte – vorab waren Polizistinnen und Polizisten gemeint – eine Mindeststrafe einführen wollen. Es waren alle der Meinung, dass man diesen Tatbestand eigentlich höher bestrafen sollte, aber wir haben dann argumentiert, die Gesetzgebung zum Strafrecht werde jetzt revidiert. Man hat das Anliegen also auch aus formellen Gründen abgelehnt – und was hiess es in den Medien? Ständerat gegen härtere Bestrafung von Gewalt gegen Polizisten! Ich muss sagen, das stört mich etwas. Ich habe den Eindruck, dass da etwas auch bewusst verdreht wird. Ich denke, Kollege Minder hat die Stimmung in der Bevölkerung in seinen Ausführungen richtig wiedergegeben. In persönlichen Gesprächen höre ich es oft: Die Menschen haben einfach etwas Angst vor diesen Strömungen, die in unser Land einfließen, konkret vor dem Islam. Herr Minder hat wahrscheinlich auch nicht Unrecht, wenn er sagt, dass das Volk einer solchen Volksinitiative zustimmen würde. Er hat auch erwähnt – das nehme ich in meinem Umfeld auch immer wieder wahr –, dass das Einfordern von Sonderregeln gar nicht goutiert wird. Wenn man in diesem Land Gast ist, hier lebt und arbeitet und sich dann für alles und jedes noch Sonderregeln wünscht, dann wird das nicht akzeptiert.

Wir müssen uns da aber auch selber an der Nase nehmen. Wir dürfen nicht nur jene kritisieren, die Sonderregeln einfordern, sondern müssen uns, die wir darauf einsteigen, eigentlich selber an der Nase nehmen. Wenn beispielsweise diese Schulbuben der Lehrerin eben die Hand nicht geben wollen, also den Händedruck verweigern, und wir dann wochenlang darüber diskutieren und Rechtsgutachten einfordern, sind wir doch selber schuld, wenn wir nicht stattdessen sagen: Das gehört in unserer Kultur zum Anstand – Punkt. Ich brauche jetzt wirklich kein Rechtsgutachten. Man muss nicht wahnsinnig gescheit sein, um zu wissen, was eine Grundregel im Zusammenleben in unserem Land ist. Hier sind wir eben selber schuld, wenn wir das nicht einfordern, wenn wir unsere Werte dauernd relativieren, wenn wir für alles Verständnis haben, wenn wir vergessen, was die Mehrheit in diesem Land eigentlich will, und uns auf irgendwelche "Orchideenthemen" und Minderheiten fokussieren. Dafür können wir die anderen nicht verantwortlich machen.

Die Grundlage unseres Zusammenlebens ist die Bundesverfassung, und diese ist für mich nicht verhandelbar. Für mich ist die Gleichstellung der Frauen nicht verhandelbar. Ich glaube aber, dass wir wahrscheinlich dem Anliegen, das hier vor-

gebracht wird, besser Rechnung tragen, wenn wir es im Rahmen der Standesinitiative St. Gallen 16.307 – es ist zufällig St. Gallen –, die nächste Woche zur Beratung steht, anschauen. Die SPK hat das Anliegen auch vorberaten und empfiehlt es zur Ablehnung. Dort werden aber zwingende Integrationsvereinbarungen verlangt, und für mich gehört es zur Integration, dass Frauen sich nicht verhüllen.

Die Kommission hat föderalistische Gründe geltend gemacht. Ich kann diese nachvollziehen. 15 Kantone in diesem Land haben ein Vermummungsverbot. Das, was hier verlangt wird, fällt für mich unter dieses Vermummungsverbot. In Bezug auf die Hooligans gibt es zusätzlich noch ein Konkordat, es gibt also einheitliche Regeln im Umgang mit den Hooligans. Das Konkordat wurde von allen Kantonen mit Ausnahme von Basel-Stadt genehmigt.

Es wurde in der Debatte von einem Kommissionsmitglied gesagt, es sei eine Frage der persönlichen Freiheit, ob man eine solche Bestimmung aufnehme oder nicht. Ich muss Ihnen sagen, das ist es für mich nicht. Diese Frauen werden kontrolliert, sie werden unterdrückt. Hier von persönlicher Freiheit zu reden, ist etwas zynisch. Diese Frauen verfügen in der Regel nicht über ein eigenes Einkommen und nicht über die Position, sich auch tatsächlich durchsetzen zu können. Sagen wir also nicht, dass es eine Frage der persönlichen Freiheit ist. Ich bin einverstanden, wenn man sagt, dass man diese Frage in den Kantonen angeht. Es ist auch eine Frage des Vermummungsverbots. Ich kann mich erinnern, als ich noch Regierungsrätin war – in meinem Departement wurden z. B. die Führerausweise ausgestellt –, da mussten für die Fotos Turbane und irgendwelche anderen Kleidungsstücke abgenommen werden, weil eben die Regel galt, dass man erkennbar sein muss. Man muss erkennbar sein. Wenn eine Person einen Niqab trägt, ist es relativ schwierig, sie zu erkennen.

Noch etwas: Ich war im letzten Dezember in Saudi-Arabien, und zwar in einer offiziellen Delegation der Schweiz für die Efta, es ging um die diplomatischen Beziehungen zwischen Saudi-Arabien und der Schweiz und um das 60-Jahr-Jubiläum. Ich wurde damals gebeten, als Vizepräsidentin der Efta-Delegation mitzureisen. Ich habe gesagt, gut, ich komme mit, aber ich habe eine Bedingung: Ich trage kein Kopftuch, und ich trage auch sonst nichts in dieser Hinsicht, keinen Umhang und nichts. Das wurde mit der Botschaft in Saudi-Arabien abgestimmt, und die Rückmeldung war: Es ist okay. Das wurde dann auch von sämtlichen offiziellen Gesprächspartnern akzeptiert. Ich wurde überall mit Händedruck begrüsst, ohne Kopftuch, ohne Umhang, auch in der Öffentlichkeit. Man hat mir gesagt, Saudi-Arabien habe keine Kleidervorschriften. Wenn Saudi-Arabien keine Kleidervorschriften hat, brauchen wir sie wahrscheinlich auch nicht in der Bundesverfassung. Das war dann so etwa mein Fazit aus dieser Erfahrung.

Ich möchte aber nochmals klar verstanden sein. Ich bin der Meinung, dass man das Problem dort regeln soll, wo es tatsächlich anfällt, sei das über Integrationsvereinbarungen, die verbindlich sind, oder sei das über das Vermummungsverbot in den Kantonen. Ich glaube nicht, dass das hier der richtige Weg ist – auch wenn ich viel, wahrscheinlich 80, 90 Prozent von dem, was Kollege Minder gesagt hat, unterstützen und nachvollziehen kann.

Germann Hannes (V, SH): Ich danke meinem zunächst gescholtenen Standeskollegen Minder, dass er den Einzelantrag gestellt hat. Ich staune über die Diskussion, die wir hier führen. Diese hätten Sie vielleicht besser schon in der Kommission geführt. Ich fand die Diskussion hochinteressant, spannend und sehr differenziert. Genau das sind wir unserem Rat schuldig. Das ist auch das Verdienst des Einzelantrages Minder.

Ich möchte auch explizit das Votum von Kollegin Fetz verdanken. Sie haben mich überrascht, Frau Fetz, nicht wegen der Differenziertheit, sondern wegen der Argumentation, die ich hoch spannend fand, auch mit dem historischen Überblick. Das scheint mir eine sehr gute Grundlage für die kommenden Diskussionen zu sein, die wir hier drin führen möchten. Frau Fetz, Sie haben die Burka betreffend von einem Instru-

ment der Unterdrückung gesprochen. Es wurde auch gesagt, wer kein Gesicht habe, dem werde die Identität genommen. Ich muss ehrlich sagen: Beides möchte ich nicht. Ich möchte nicht, dass man in unserem Land Leute unterdrücken kann, dass wir Hand bieten, dass Leuten die Identität in der Öffentlichkeit genommen wird. Es ist ja nicht neu, dass in unserer Bundesverfassung steht, dass Mann und Frau gleichberechtigt sind. Dafür kämpfen wir.

Frau Fetz, Sie haben das Eherecht angeführt und wegen unterschiedlicher Auffassungen, wie das Recht künftig auszugestalten sei, alle Ihre guten Argumente ins Gegenteil umgedreht. Das sind aber zwei komplett unterschiedliche Ebenen. In diesem Sinne weise ich natürlich auch den Vorwurf zurück, dass solche Themen bewirtschaftet würden. Das machen in der Politik alle ab und zu. In diesem Zusammenhang fällt mir das Wort "Rentenklaue" ein, das Sie regelmässig in den Mund nehmen – das wird auch bewirtschaftet –, oder das Landwirtschaftsbashing usw. Hier sollten wir nicht allzu zimperlich sein, das ist nun mal ein Teil der Politik. Es ist scheinheilig, wenn man die supergute Argumentation, die Sie gebracht haben, ins Gegenteil umdreht und als Grund für eine Ablehnung anführt. Das macht mir Mühe.

Ansonsten stelle ich mich argumentativ voll und ganz hinter die Ausführungen und sehr differenzierten Überlegungen von Kollege Luginbühl, auch von anderen. Aus diesem Grund finde ich, dass das eine gute Grundlage für eine austarierte Vorlage im Parlament ist.

Frau Keller-Sutter, ich weiss nicht, ob es für das Tourismusland Schweiz clever ist, hier einen Flickenteppich zu haben wie bei den Hunden, wo man an der Kantonsgrenze plötzlich in ein anderes Recht hineinläuft. Das hiesse dann: St. Gallen – Burka weg! Thurgau – vielleicht Burka auf! Zürich – Burka wieder weg! Stellen Sie sich das einmal vor. Das fände ich dann doch etwas seltsam. Da wäre es vielleicht nicht ganz so schlecht, wenn wir uns Überlegungen machen, wie man das auf nationaler Ebene angehen könnte, wie das auch in anderen Staaten gemacht wurde. Zum Beispiel in Frankreich, das mit vielen Muslimen bestens unter einem Dach lebt – natürlich auch mit den Problemen, die alle haben, wenn verschiedene Kulturen aufeinandertreffen. Den Integrationsgedanken und alles andere teile ich selbstverständlich.

Noch einmal: Ich bitte Sie, sich hier einen Ruck zu geben und diesen Antrag anzunehmen. Dann kann die Kommission tätig werden. Das fände ich den besseren Weg, als jahrelang einfach zuzuschauen, bis wir vor vollendete Tatsachen gestellt werden.

Cramer Robert (G, GE), pour la commission: Je serai extrêmement bref. Je veux simplement attirer votre attention sur le fait que nous sommes appelés à nous prononcer sur une initiative parlementaire qui prévoit une modification de la Constitution fédérale. Si, aujourd'hui, nous donnons suite à cette initiative parlementaire, elle sera ensuite transmise à la Commission des institutions politiques du Conseil national et c'est elle qui devra la mettre en oeuvre.

C'est donc dire que le raisonnement tenu par Monsieur Luginbühl est un peu acrobatique parce qu'il faut imaginer que la commission du Conseil national transformera cette initiative, qui vise une modification de la Constitution, en une initiative qui vise une modification de la loi. Ainsi, la commission du Conseil national lui donnerait un autre contenu que celui que nous avons envisagé en donnant suite à cette initiative qui vise une modification de la Constitution, tout cela pour en faire une sorte de contre-projet indirect à une initiative populaire. C'est extrêmement acrobatique et cela ne se passera certainement pas ainsi. Si l'on souhaite opposer un contre-projet à une initiative populaire, il faut le faire au moment où le Parlement est saisi du projet relatif à l'initiative populaire.

Outre ces réflexions de nature juridique, je vous dirai simplement la chose suivante: un rapporteur est là pour faire le compte rendu de ce qui s'est dit en commission. Comme l'a très justement suggéré Monsieur Germann –, puisque les membres de la commission se sont exprimés beaucoup plus longuement dans ce conseil qu'ils ne l'ont fait en commission, je n'ai évidemment rien à ajouter à ce qu'ils ont dit, puisque je ne peux que rapporter ce qu'ils ont pu dire.

Il y a juste un point sur lequel je souhaite attirer votre attention. Chacun a le droit de changer d'avis, cela va de soi. Mais je vous rappelle les votes en commission. La première fois, par 10 voix contre 1 et 2 abstentions, la commission n'a pas donné suite à l'initiative – je ne vais pas indiquer quelle était la voix en faveur, car vous verrez tout à l'heure qui appuiera sur le bouton. La deuxième fois, par 7 voix contre 2 – il y avait beaucoup d'absents –, la commission n'a pas donné suite à l'initiative – je vous laisse consulter le tableau pour essayer de jouer au jeu des sept erreurs, mais, en tout cas, le compte n'y est pas.

Abstimmung – Vote

Für Folgegeben ... 9 Stimmen

Dagegen ... 26 Stimmen

(4 Enthaltungen)

Präsident (Bischofberger Ivo, Präsident): Ich möchte noch festhalten, dass die Kommission die Petition Müller Edgar 16.2012, "Für ein Gesichtsverhüllungsverbot", gemäss Artikel 126 Absatz 2 des Parlamentsgesetzes im Rahmen der vorliegenden parlamentarischen Initiative 14.467 behandelt und davon Kenntnis genommen hat.

14.433

Parlamentarische Initiative

Aeschi Thomas.

Empfehlungen und Beschlüsse der OECD und ihrer Sonderorganisationen. Pflicht zur Information und Konsultation der zuständigen Legislativkommissionen

Initiative parlementaire

Aeschi Thomas.

Recommandations et décisions de l'OCDE et de ses organismes spécialisés.

Obligation d'informer et de consulter les commissions législatives compétentes

Vorprüfung – Examen préalable

Nationalrat/Conseil national 21.09.16 (Vorprüfung – Examen préalable)

Ständerat/Conseil des Etats 09.03.17 (Vorprüfung – Examen préalable)